

Nucléaire / EPR : le gouvernement profite de la crise du Coronavirus pour accorder quatre ans de plus à EDF...

Un décret [publié au Journal officiel](#) accorde un nouveau délai à EDF pour tenter de mettre en service le réacteur maudit en chantier à Flamanville depuis 2008.

Le chantier du réacteur nucléaire EPR, lancé en 2008 à Flamanville (Manche), devait être achevé en 2012. Le 10 avril 2007, entre les deux tours de l'élection présidentielle, le premier ministre De Villepin pensait donc avoir vu très large en accordant 10 ans à EDF pour mettre le réacteur en service. Or, les malfaçons et autres erreurs ont été si nombreuses que, en 2017, le gouvernement a été amené à accorder en catastrophe 3 ans de plus à EDF pour achever la construction, jusqu'au 10 avril 2020, sans remettre en cause ce chantier malgré l'explosion exponentielle de son coût, passé de 2,8 milliards (*) à plus de 12 milliards. Mais les nouvelles déconvenues rencontrées par EDF, en particulier les fameuses soudures défectueuses qui doivent encore être réparées (à supposer que ce soit possible pour 8 d'entre elles, extrêmement difficiles à reprendre), ont entraîné de nouveaux retards, rendant à nouveau insuffisant le délai pourtant généreusement accordé.

C'est avec le plus grand cynisme que le gouvernement Macron/Philippe profite de ce que l'actualité est obérée par l'affaire du Coronavirus [pour accorder cette fois à EDF quatre ans de plus](#).

Pourtant, encore plus que celle de 2017, une telle rallonge ne va absolument pas de soi : les conditions économiques, industrielles et financières qui prévalaient en 2007 ont radicalement changé. En particulier, le coût de la production d'électricité renouvelable s'est effondré alors que cette production est devenue massive. Entre temps, ayant été conçu au début des années 1990, le réacteur EPR est devenu un véritable dinosaure, même du point de vue pronucléaire. Il est donc absolument nécessaire qu'un débat public soit organisé pour envisager l'arrêt définitif de ce chantier. Bien sûr, un tel arrêt signifierait que des milliards ont été gaspillés en vain, mais c'est de toute façon déjà le cas : avant même la mise en chantier de l'EPR, les groupes antinucléaires affirmaient que ce projet était une ineptie. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'il est immensément plus simple de démanteler un réacteur qui n'a pas été mis en service et qui n'est donc pas radioactif. Il est donc parfaitement sensé de mettre un terme au chantier de l'EPR plutôt que de laisser EDF continuer à engloutir en vain des milliards qui seraient tellement plus appropriés dans les plans d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables.

(*) Premier chiffre annoncé par EDF, cf <http://www.observatoire-du-nucleaire.org/spip.php?article41>